



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Rue du Cul-d'Anon
BP 80145
49183 Saint-barthelemy-d'anjou

Saint-barthélemy-d'anjou, le
17/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PHYTEUROP INDUSTRY

ZI Grande Champagne
Rue Pierre My
49260 Montreuil-Bellay

Références : 2026-318_INSP_PHYTEUROP_Montreuil_Bellay_RAP
Code AIOT : 0006301145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2026 dans l'établissement PHYTEUROP INDUSTRY implanté RUE PIERRE MY ZONE INDUSTRIELLE 49260 Montreuil-Bellay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHYTEUROP INDUSTRY
- RUE PIERRE MY ZONE INDUSTRIELLE 49260 Montreuil-Bellay
- Code AIOT : 0006301145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société PHYTEUROP est spécialisée dans la formulation et le conditionnement de produits agropharmaceutiques destinés à l'agriculture sous forme de poudres ou de liquides. La production annuelle est de l'ordre de 25 000 tonnes/an.

L'activité du site est autorisée par l'arrêté préfectoral du 09/02/1976.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Demande d'action corrective	1 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande d'action corrective	1 mois
7	Entretien des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Premiers prélèvements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale portant sur la thématique

ATEX.

Elle a permis de constater la nécessité de mettre en cohérence l'ensemble des documents portant sur le risque ATEX et d'actualiser le DRPCE. D'autre part, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit de ventilation des locaux et de l'absence de risque sur les installations électriques. Des actions correctives sont attendues sur ces points.

Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure d'attester de la conformité de certains appareils avec la directive 2014/34/UE et de justifier des vérifications du matériel telles que préconisées par le constructeur.

Il est donc proposé à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de corriger ces non-conformités.

Concernant les suites données aux précédentes inspections, il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'éléments complémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le DRPCE du site (version de février 2018). Il indique que le zonage ATEX a été réalisé en fonction de la présence de solvants. Le DRPCE présente les zones à risques identifiées sur le site : - à l'intérieur des bâtiments : les 3 ateliers de formulation 2/2, 7/3 et 8/4 (chaînes de production d'insecticides et d'herbicides) ; - à l'extérieur : le parcs à fûts de solvants. Le DRPCE identifie en page 11 l'atelier 2/1 comme recevant des solvants inflammables, ainsi que l'EDD qui identifie cet atelier comme recevant des solvants inflammables. Or cet atelier ne figure pas dans les zones ATEX retenues, sans justificatif dans le DRPCE. L'étude de dangers du site (version 2023) ne reprend pas explicitement les zones ATEX définies sur le site. Pour autant, les potentiels de dangers liés à l'utilisation de solvants inflammables sont bien étudiés. Le lien DRPCE et EDD sur le zonage ATEX nécessite d'être plus lisible. L'exploitant intégrera cette remarque pour sa prochaine mise à jour de son EDD. Il est à noter que le site comporte une citerne de propane. L'exploitant indique qu'elle est exploitée par ANTARGAZ. Lors de la visite terrain, un panneau ANTARGAZ présente les risques liés au GPL. Dans la configuration du stockage (cuve aérienne), le panneau précise aucune zone

ATEX n'est définie.

Le document présente l'évaluation du risque d'explosion et des mesures de prévention.

Les solvants mentionnés dans le DRPCE sont les suivants : Isophorone, Xylène, Cyclohexanone, Solvesso 100 et Solvesso 150. L'exploitant précise que désormais le site n'utilise que les produits Solvesso 100 et Solvesso 150. Par conséquent, le document n'est pas à jour.

Le principe de classification des zones ATEX dans les ateliers est le suivant :

- l'intérieur des cuves de stockage ou de mélange est en zone 0,
- la zone 1 est présente jusqu'à une distance de 3 m à partir du milieu de la cuve,
- la zone 2 est située à une distance de 3 m depuis l'enveloppe extérieur de la cuve.

Pour les cuves extérieures :

- Zone 0: regroupent les espaces morts à l'intérieur de chaque cuve entre la surface du liquide et le toit de ces dernières et 30 cm autour des événements.

- Zone 1: compte tenu de la ventilation (cuves en extérieurs donc ventilation bonne) et du degré de dégagement (deuxième degré) la zone 1 est nulle.

- Zone 2: bac de rétentions de chacune des cuves.

Plus une zone 2: sphère de 3 m autour de la source pouvant engendrer une source de danger lors des opérations de dépotage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif :

Il est demandé à l'exploitant d'apporter les éléments justifiant de la non prise en compte de l'atelier 2/1 du risque ATEX.

Remarque :

Le lien DRPCE et EDD sur le zonage ATEX nécessite d'être plus lisible. L'exploitant intégrera cette remarque pour sa prochaine mise à jour de son EDD.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Actions nationales 2026, Plan des zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des

risques particuliers ; - [...]
<p>Constats :</p> <p>Le DRPCE contient le plan de chaque atelier avec les zones 0, 1 et 2. Toutefois, le plan présentant l'atelier 2/2 (page 50 du document) ne semble pas correspondre à l'atelier actuel tel que constaté lors de la visite du site (absence de la cuve située au premier plan à l'entrée de l'atelier). Le plan à jour figure sur le document intitulé « ESGS-ACC chaine 50 Consignes ATEX solvant ».</p> <p>Un plan général de localisation des zones ATEX est présenté. La consultation du plan suite à l'inspection fait également apparaître une incohérence par rapport au DRPCE. En effet, l'atelier 3/2 est identifié comme zone ATEX en lieu et place de l'atelier 2/2.</p> <p>Non-conformité : les plans de zonages ATEX présentent des incohérences.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : Il est demandé à l'exploitant de lever l'incohérence identifiée sur l'atelier 2/2 dans le plan de zonage ATEX et de mettre à jour le DRPCE en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2).</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, l'atelier 2/2 et le parc à fûts ont été inspectés.</p>

Au niveau de l'atelier 2/2, aucune production de formulation sur base solvantée n'était en cours. Il a été constaté l'affichage de la signalétique ATEX sur la porte d'accès à l'atelier.

Un tableau d'affichage comportant des consignes générales est présent dans l'atelier.

Un marquage au sol est présent dans l'atelier. L'exploitant indique qu'il s'agit de la matérialisation des zones 1 et 2. Toutefois, aucun élément d'affichage ne permet d'expliciter ces zones. Par ailleurs, il a été constaté que ce marquage n'est pas présent autour de l'ensemble des cuves de l'atelier.

Non-conformité : l'ensemble des zones ATEX ne sont pas clairement matérialisées.

Les plaques des appareils présents en zone 1 ont été inspectées par sondage.

Les marquages identifiés sont les suivants :

- sonde oxygène : Ex II 2GD
- sonde température : Ex II 1/2G 2G Ex db IIC T6 T2 Ga/Gb Gb
- capteur de pression : Ex 1/2G Ex d IIC T6
- plaque pour l'assemblage moteur/agitateur : Ex II 1/2Gcb II BT4

Selon le zonage réalisé par l'exploitant, les appareils cités répondent à l'exigence minimale pour une atmosphère explosive gaz en zone 1. Toutefois, certains équipements comportent des modes de protection complémentaires qui nécessitent d'être justifiés. A titre d'exemple, le DRPCE présenté ne fait pas mention de classes de température de sécurité pour les équipements.

Par ailleurs, pour certains matériels, les plaques ne sont pas lisibles tels que les moteurs dit ADF. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité à la directive ATEX, il n'est donc pas possible d'établir la conformité de ces appareils avec le risque identifié (voir point de contrôle n°5).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre un marquage au sol clairement identifiable pour la totalité des zones ATEX de l'atelier. Cette remarque est valable pour l'ensemble des zones ATEX du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67

Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux

Prescription contrôlée :

Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un système de ventilation est en place dans les ateliers afin d'éviter un dépassement de la LIE. Le débit de ventilation minimal décrit dans le DRPCE est de 22 000 m³/h pour l'ensemble des ateliers. Cette ventilation est complétée par un système d'aspiration au niveau de chaque cuve.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun contrôle du système de ventilation n'a été réalisé. Il ne peut donc pas justifier de l'atteinte du débit minimal de ventilation.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit de ventilation des locaux recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective : Il est demandé à l'exploitant de justifier que la ventilation des locaux recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion présente un débit minimal de 22 000 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucune liste de l'ensemble des appareils présents dans les zones ATEX.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun appareil n'est présent en zone 0. En séance, l'exploitant indique que les appareils suivants sont présents en zone 1 : moteur actionnant l'agitateur, détecteur de niveau et sonde de température. Toutefois, lors de la visite du site et plus particulièrement de l'atelier 2/2, il a été constaté que</p>

d'autres appareils sont présents : sonde O2, capteur de pression, éclairage, etc. (voir point de contrôle n°3). L'état du matériel, vérifié par échantillonnage, n'a pas mis en évidence de dégradation visuelle.

Par ailleurs, parmi les appareils présents, plusieurs équipements, dont certains moteurs associés aux agitateurs, ont été installés avant le 30 juin 2003. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité de ces appareils avec la directive 2014/34/UE.

En effet, les installations électriques existantes avant le 30 juin 2003 et toujours en exploitation en atmosphères explosives doivent être conformes aux exigences de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 modifié qui impose, que ces installations soient a minima validées explicitement dans le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions. Aucune validation des équipements installés avant le 30 juin 2003 n'est présentée dans le DRPCE.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas des déclarations de conformité des appareils installés avant le 30 juin 2003, et n'a pas validé explicitement dans son DRPCE l'utilisation de ces équipements électriques en zones ATEX.

Concernant l'entretien du matériel, il ressort qu'aucune vérification n'est réalisée hormis le contrôle annuel électrique. Il est indiqué à l'exploitant que cette vérification devait être réalisée selon les préconisations définies par le constructeur (la documentation associée au matériel n'a pas été vérifiée lors de l'inspection). Il convient que l'exploitant s'assure, et puisse justifier, que les préconisations constructeurs des équipements utilisés en zones ATEX soient mises en œuvre et suivies.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas justifié de la maintenance ou de l'entretien du matériel localisé en zone ATEX selon les préconisations du constructeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Mise en demeure demandant à l'exploitant de :

- fournir une liste exhaustive du matériel présent en zone ATEX,
- justifier de la conformité de l'ensemble de ce matériel,
- justifier de la maintenance et l'entretien des matériels présents en zone ATEX selon les préconisations du constructeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A

Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électrique et le Q18 réalisé par Bureau Veritas suite à la vérification réalisée du 17 au 24/09/2025.

Le compte-rendu Q18 conclut sur des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a présenté une extraction du logiciel de suivi mis en place pour traiter les non-conformités. Parmi les 6 non-conformités relevées dans le Q18, 4 ont été traitées par l'exploitant le 27/03/2026. Les 2 restantes concernent le local haute tension.

Non-conformité : les installations électriques présentent des non-conformités.

Il est à noter que les observations mentionnées dans le Q18 ne concernent pas les ateliers concernés par le risque ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments justifiant du traitement de l'ensemble des non-conformités relevées dans le compte-rendu Q18.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Entretien des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution

Prescription contrôlée :

[...]

II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.

[...]

<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 23 mai 2025, la société PHYTEUROP a transmis ses réponses aux constats formulés lors de la visite du 27 février 2025.</p> <p>Concernant le point de contrôle relatif au contrôle des réseaux d'eaux pluviales, l'exploitant a indiqué dans son courrier avoir priorisé la réparation des désordres les plus graves (fissures ouvertes et effondrement de tuyauteries), avec prévision des travaux pour 2025. Aussi, il indique qu'un linéaire de 200 m reste à être vérifié, nécessitant la création de 3 tampons de visites.</p> <p>Au jour de la visite, les travaux identifiés comme prioritaire n'ont pas été réalisés du fait d'un décalage des travaux de la part de l'exploitant. Le linéaire de 200 m restant à être analysé ne l'a pas été non plus.</p> <p>L'exploitant reconnaît le retard pris sur ce sujet et indique en salle avoir validé les devis et validé le budget pour la réalisation de ces travaux prioritaires pour 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective, de justificatifs :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois les documents permettant de justifier des bons de commande passés pour les travaux jugés prioritaires avec la date prévisionnelle de chantier.</p> <p>Aussi, il est nécessaire de traiter l'ensemble des désordres constatés sur le réseau. Pour cela, un plan d'action doit être défini (réparation ou suivi du désordre) avec un échéancier prévisionnel.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Premiers prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvements appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 23 mai 2025, la société PHYTEUROP a transmis ses réponses aux constats formulés lors de la visite du 27 février 2025.</p> <p>Concernant le point relatif à la stratégie de prélèvements, PHYTEUROP a indiqué avoir</p>

contractualisé avec la FIR d'Air Pays-de-la-Loire pour intégrer l'ensemble des milieux. La convention signée a été transmise à la DREAL.

En salle, lors de la visite, l'exploitant a présenté son POI mis à jour en date de septembre 2025. Le POI intègre bien les stratégies de prélèvements en fonction de plusieurs scénarios de vents, et intègre l'ensemble des milieux susceptibles d'être impactés.

Il est rappelé à l'exploitant, qu'à chaque mise à jour de son POI, une copie doit être communiquée à la DREAL. La dernière version numérique du POI a été récupérée lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en oeuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en oeuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à

<p>l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 23 mai 2025, la société PHYTEUROP a transmis ses réponses aux constats formulés lors de la visite du 27 février 2025.</p> <p>Concernant le point relatif à la mise en sécurité du site en cas de perte électrique, l'exploitant a apporté ses réponses point par point pour chaque MMR.</p> <p>Une instruction spécifique a été créée pour le maintien de l'extinction en cas de perte d'utilités électriques. Cette instruction concerne en particulier le groupe électrogène de secours pour l'extinction automatique d'incendie des cuves extérieures de liquides inflammables.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera dans sa prochaine notice de réexamen la présence de ce groupe électrogène comme MMR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>